



ASBL Mémoire d'Auschwitz
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Quand Alep interpelle le travail de mémoire

Baudouin Massart
ASBL Mémoire d'Auschwitz

27 octobre 2016

Les bombardements d'Alep indignent l'opinion internationale. Quand s'arrêtera le massacre ? Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Les crimes du régime syrien n'ont pas commencé en 2011, année du début de la guerre civile, ils remontent au moins à la prise du pouvoir, en 1970, par Hafez el-Assad, le père de l'actuel président.

Les bombardements ciblés de la population civile à Alep nous obligent à nous interroger sur le travail de mémoire. L'injonction « Plus jamais ça ! » utilisée pour dénoncer l'extermination



Camp de concentration de Buchenwald, 24 avril 1945. Le sénateur Alben W. Barkley en mission pour le Congrès américain vient au camp pour constater les crimes commis. Domaine public

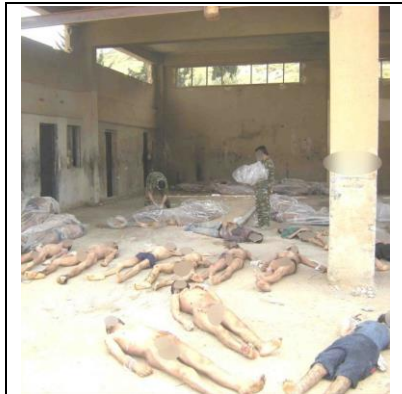
des Juifs et l'exploitation des prisonniers dans les camps nazis avait été encore répétée après le génocide des Tutsis au Rwanda et l'épuration ethnique pratiquée en ex-Yougoslavie. Une fois encore, la communauté internationale condamne, mais n'intervient pas. Ici, la situation se complique encore davantage, étant donné l'implication de la Russie dans ces bombardements. Un article du *Courrier international* du 4 octobre 2016 rappelle que « La Maison-Blanche a constamment repoussé l'idée d'un engagement américain plus poussé, qui pourrait notamment provoquer une confrontation directe avec les forces du régime syrien ou avec les Russes¹. » Les provocations régulières de Moscou vis-à-vis de pays membres de l'OTAN justifient sans doute aussi ces craintes : violation de l'espace aérien par des avions

militaires russes, déploiement de missiles et de forces armées aux frontières de la Pologne et de la Lituanie... Tandis que, dans le même temps, l'armée russe teste ses nouvelles armes en Syrie, tout comme l'Allemagne nazie avait profité de la Guerre civile espagnole (1936-1939) pour former ses pilotes de guerre.

1 « Syrie. Washington rompt tout dialogue avec Moscou », in [Courrier international, 04.10.2016](#) (consulté le 12 octobre 2016).

Crimes de guerre en Syrie

Lors d'une réunion à l'ONU, le 25 septembre dernier, l'ambassadeur de France auprès des Nations Unies, François Delattre, a d'ailleurs comparé Alep à Guernica, ville martyre bombardée en 1937 pendant la Guerre d'Espagne. Mais les analogies ne s'arrêtent pas là, Nicolas Tenzer, haut fonctionnaire et président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), parle de « guerre d'extermination en Syrie² » et même – à tort – de « génocide syrien³ ». Malgré l'ampleur des massacres, il n'est effectivement pas question de génocide, étant donné qu'il s'agit d'une guerre interne à la Syrie et qu'il n'y a pas de communauté ou d'ethnie spécifique visée.



Victimes de tortures dans les prisons syriennes
© César - Association syrienne pour les disparus et les prisonniers d'opinion.

En revanche, l'ONU a dénoncé à plusieurs reprises les crimes de guerre en Syrie, en particulier ceux du régime de Bachar el-Assad. Ainsi, le 3 août 2012 déjà, l'Assemblée générale condamne les violations des Droits de l'Homme commises par les autorités syriennes et leur enjoint de cesser d'utiliser des armes lourdes. Un rapport du 3 février 2016 accuse le régime syrien de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour torture, mauvais traitements et exécutions de prisonniers. Mais ce rapport et ces accusations visent aussi les forces rebelles et les organisations djihadistes État islamique et Front-Al-Nosra (liée à Al-Qaïda). Et le 3 mai, le Conseil de sécurité a adopté une résolution condamnant les attaques contre des hôpitaux en temps de guerre, faisant référence à ceux bombardés en Syrie, au Yémen et en Afghanistan (Kunduz).

En ce qui concerne les récents bombardements russes et syriens d'Alep, ils ont été qualifiés en septembre de crimes de guerre par la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon. Ces accusations ont toutefois été balayées du revers de la main par le président russe, Vladimir Poutine, qui les a qualifiées de « rhétorique politique » lors d'une interview sur la chaîne info en continu (LCI) du groupe TF1⁴. Pour lui, ce sont les pays occidentaux, et en particulier les États-Unis, qui sont responsables de la situation en Syrie, à la suite de leurs interventions au Moyen-Orient, en particulier lors de deux guerres menées contre l'Irak (1990-1991 et 2003). Poutine justifie l'intervention russe pour éviter, selon lui, un nouveau chaos. Sa thèse est relayée abondamment par des médias prorusses, tel *Russia Today*, et sur les réseaux sociaux par ses partisans qui vont de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il n'est pas toujours aisé pour le citoyen de s'y retrouver dans cette guerre de l'information.

2 « La guerre d'extermination en Syrie et la fin du sens commun », in TheConversation.com, 02.10.2016 (consulté le 11 octobre 2016).

3 « Le grand renoncement... ou les États-Unis face au génocide syrien », in Ledevoir.com, 12.02.2016 (consulté le 11 octobre 2016).

4 « Accusations de "meurtre", frappes sur Alep, terrorisme... Poutine répond en exclusivité aux questions de TF1 », sur LCI.fr, 12.10.2016 (consulté le 19 octobre 2016).

Pourquoi personne ne bouge

Des crimes de guerre sont donc en cours. Des civils meurent tous les jours sous les bombes à Alep. Le monde entier est au courant. Et pourtant, il n'y a pas de véritable volonté occidentale d'arrêter le massacre. Diplomates et dirigeants occidentaux dénoncent, condamnent, menacent... et les choses en restent là. Qu'est-ce qui empêche une intervention ? Sans doute la peur de mettre le doigt dans l'engrenage d'un conflit. C'est ce que résume Nitzan Horowitz, journaliste et ancien homme politique, dans le journal israélien *Haaretz* : « How Did the World Remain Silent During the Holocaust? Exactly the Way It's Doing in Aleppo.⁵ » Ni Washington ni Paris ne sont prêts à risquer la sécurité de leurs pays et de leurs citoyens en intervenant dans un pays hostile pour sauver des civils d'un régime meurtrier. Et Nitzan Horowitz met dans le même sac son pays : « La non-intervention en Syrie, tout en maintenant une coordination avec la Russie, est considérée comme une priorité diplomatique et de l'intérêt de la sécurité d'Israël. C'est le consensus ici et il est compréhensible. De plus, l'implication d'Israël pourrait empirer les choses. »

Tout au long de l'histoire, il y a toujours eu une incapacité des États à arrêter les massacres, même lorsqu'ils en ont connaissance : qu'il s'agisse du génocide des Juifs d'Europe par les nazis, des massacres par les Khmers rouges au Cambodge (1975-1979), du gazage des Kurdes d'Irak par le régime de Saddam Hussein (1988), du génocide des Tutsis (1994) au Rwanda, du massacre des Bosno-musulmans de Sebrenica en Bosnie (1995), des crimes contre l'humanité dans le cadre de la Guerre civile au Darfour (en cours depuis 2003), du génocide récent des Yézidis par l'État islamique, ou encore des massacres actuels en République démocratique du Congo⁶. Pour Pierre Haski, journaliste au *Nouvel Obs*, « Le point commun de cette longue liste – non exhaustive – de guerres ou de massacres abominables est l'impuissance internationale, l'incapacité de ce que l'on n'ose plus appeler “communauté internationale” à empêcher ou stopper les tueries de masse (...) À chaque génocide, massacre de masse, le cri de “plus jamais ça” ressurgit... jusqu'au conflit suivant⁷. »



Mausolée de Choeung Ek, lieu de commémoration des crimes des Khmers rouges. Domaine public

5« How Did the World Remain Silent During the Holocaust? Exactly the Way It's Doing in Aleppo », in Haaretz.com, 05.10.2016 (consulté le 12 octobre 2016).

6 Lire à ce sujet l'analyse de Romane Carmon, « Massacres en République démocratique du Congo : silence médiatique ou conflit d'intérêts ? », in Auschwitz.be, 22.09.2016 (consulté le 20 octobre 2016)

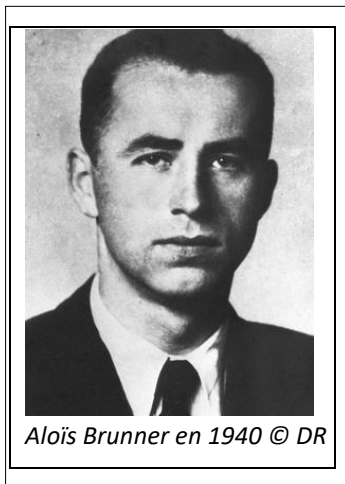
7 « Guernica - Alep : même sort, même impuissance » in [Le Nouvel Obs](http://LeNouvelObs.com), 26.09.2016 (consulté le 12 octobre 2016)

De l'utilité du travail de mémoire

Face à de telles situations, le travail de mémoire prend tout son sens. Il importe donc de s'appuyer sur des faits pour dénoncer les atrocités du régime d'Assad, plutôt que de s'égarer dans la concurrence victimaire qui favorise les discours négationnistes⁸. Et, pour ce faire, de se plonger quelque peu dans l'histoire de la Syrie afin de comprendre la situation actuelle. Il ressort très vite de l'analyse que le gouvernement d'Assad n'a pas attendu le début de la guerre civile de 2011 pour bafouer les Droits de l'Homme.

Déjà avant l'accession au pouvoir d'Hafez el-Assad – le père de Bachar el-Assad, l'actuel président –, à la suite d'un coup d'État en 1970, un régime dictatorial était en vigueur. Loin de rompre avec ces pratiques, Hafez el-Assad met en place un régime autoritaire et développe un culte de sa personnalité. Il contrôle chaque pan de la société en s'appuyant sur un vaste appareil policier et de renseignement, qui réprime avec violence toute forme de contestation.

Il est important de signaler ici qu'à partir des années 1950, le régime syrien a bénéficié des conseils du criminel de guerre nazi, Aloïs Brunner, en matière de techniques policières et de



torture dans les prisons. D'après le chasseur de nazis Efraim Zuroff, du centre Simon Wiesenthal, ce nazi, protégé par le régime et la famille el-Assad, serait décédé en 2010 à Damas⁹. Considéré longtemps comme le nazi le plus recherché au monde, Aloïs Brunner a été un important artisan du génocide des Juifs d'Europe. En plus d'avoir été commandant du camp de Drancy du 18 juin 1943 jusqu'à la fin, il a organisé la déportation de 47 000 Juifs d'Autriche, 44 000 de Grèce, 23 500 de France et 14 000 de Slovaquie. Cette « seconde carrière » d'Aloïs Brunner comme conseiller en torture en Syrie interpelle d'autant plus, surtout après le témoignage, en 2014, d'un déserteur de l'armée syrienne qui a ramené plus 50 000 photos de cadavres en provenance des cellules de torture du régime Assad, lesquelles

rappellent furieusement les atrocités nazies, selon Cameron Hudson, directeur du centre Simon-Skjodt pour la prévention des génocides au sein du musée de l'Holocauste¹⁰. Au regard des faits, on peut se poser cette question : dans quelle mesure les « conseils » du nazi Brunner ont-ils pu façonner les pratiques des services de renseignement syriens au cours des dernières décennies ?

8 La concurrence victimaire vise à mettre en balance les victimes de deux camps opposés. Soyons clairs, dénoncer les crimes du régime syrien ne veut pas dire que l'on approuve les crimes de Daesh ou d'Al-Qaeda en Syrie, ou encore les bombardements saoudiens de population civile au Yémen – qui ont encore été condamnés par l'ONU le 10 octobre après le bombardement d'une cérémonie funéraire à Sana'a qui a fait plus de 140 morts.

9 « Le nazi Aloïs Brunner serait mort en Syrie il y a quatre ans », in L'Express.fr, 01.12.2014 (consulté le 20 octobre 2016)

10 « Les photos de Syrie exposées au musée de l'Holocauste de Washington ne sont pas sans rappeler les atrocités nazies », in Slate.fr, 29.10.2014 (consulté le 20 octobre 2016)

Conclusion

Atrocités et massacres sont toujours d'actualité malgré les exhortations répétées et faites à l'humanité de ne plus jamais sombrer dans la barbarie. Il suffit de parcourir les nouvelles publiées sur le site de l'ONU pour s'en apercevoir. Si le « Plus jamais ça » semble tenir bon en Europe, les coups de canifs au contrat des Droits de l'Homme existent quand même. Au regard de l'actualité, il est plus que tentant d'établir des similitudes entre certains événements, mais cela ne veut pas dire pour autant que l'Histoire se répète. Il y a des ressemblances et aussi des différences. Le travail de mémoire est avant tout un travail de longue haleine visant à sensibiliser et à conscientiser chacune et chacun pour contrer tout retour de la barbarie. Et il semble que nous n'ayons pas encore tiré toutes les leçons du passé pour l'éviter.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.